

Secours Populaire Français Fédération de Loire-Atlantique

16, rue du Maine
44000 NANTES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

GESCO

Commissaire aux comptes

81 rue des Ponts de Cé – 49000 – ANGERS
Tél. : 02.41.47.15.16 - Fax. : 02.41.47.12.13
e-mail : angers@gesco-sa.fr
www.gesco-sa.fr

Société de commissariat aux comptes - Compagnie Régionale Ouest-Atlantique

SAS au capital de 392.000 Euros – RCS Angers B 321 943 698

Secours Populaire Français Fédération de Loire-Atlantique

16, rue du Maine
44000 NANTES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre comité départemental, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération du Secours Populaire Français du département de Loire-Atlantique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changements comptables » de l'annexe relative à l'application pour la première fois du règlement ANC n°2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note III de l'annexe sur les « Principes, règles et méthodes comptables » expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des fonds dédiés. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons examiné les modalités de l'inscription au passif des fonds dédiés et nous nous sommes assurés que la note de l'annexe fournit une information appropriée.

Par ailleurs, nous avons rapproché les subventions reçues comptabilisées en produits des pièces justificatives et nous avons rapproché les dons comptabilisés du récapitulatif émis par le logiciel de production des reçus fiscaux.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du comité départemental et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels appellent de notre part l'observation suivante : les informations chiffrées présentées dans le rapport d'activité et financier 2025 correspondent aux éléments consolidés au niveau du département, c'est-à-dire incluant les éléments des comités locaux.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le comité départemental.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreur et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Angers, le 2 juin 2026

Pour **GESCO SAS**,
Commissaire aux comptes

François Boisramé
Associé



Bilan

Fédération de la Loire-Atlantique - FED IQ 044 0 00000 000067

Exercice : 2025

En Euros	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net 2025	Montant net 2024	En Euros	Année 2025	Année 2024
Frais d'établissement	0	0	0	0	Fonds propres sans droit de reprise	180 436	183 936
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	Fonds propres avec droit de reprise	0	0
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0	Ecart de réévaluation	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	Projet associatif et réserves	1 499 773	1 375 128
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	0	0	0	0	Report à nouveau	1 021 199	1 017 699
Immobilisations corporelles	2 334 180	617 502	1 716 677	1 784 792	Excédent ou déficit de l'exercice	21 608	124 645
Terrains	0	0	0	0	Situation nette (sous-total)	2 723 016	2 701 408
Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	0	Subventions d'investissement	262 294	271 602
Constructions	1 991 289	361 769	1 629 520	1 703 853	I. Fonds propres	2 985 310	2 973 010
Installations techniques, matériel et outillage industriels	73 050	62 134	10 916	15 037	Ecart de combinaison	0	0
Autres immobilisations corporelles:	269 841	193 599	76 242	65 902	II. Ecart de combinaison	0	0
Installations générales, agencements divers	14 014	9 192	4 822	2 679	Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Matériel de transport	176 690	108 423	68 267	50 675	Fonds dédiés	148 078	82 653
Matériel de bureau et informatique	46 033	43 376	2 657	7 876	III. Fonds reportés et dédiés	148 078	82 653
Mobilier	33 105	32 608	497	4 673	Provisions pour risques	0	0
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	0	0	0	0	Provisions pour charges	0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0	IV. Provisions	0	0
Immobilisations financières	18 523	0	18 523	18 640	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Participations	0	0	0	0	Emprunts et dettes financières diverses SPF	0	0
Autres titres immobilisés	915	0	915	915	Emprunts et dettes financières diverses hors SPF	0	0
Prêts	0	0	0	0	Avances et acomptes reçus sur commandes	0	0
Autres	17 608	0	17 608	17 725	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	84 436	52 339
I. Actif immobilisé	2 352 702	617 502	1 735 200	1 803 432	Dettes des legs ou donations	0	0
Stocks et en cours	0	0	0	0	Dettes fiscales et sociales	58 474	42 473
Autres approvisionnements	0	0	0	0	Dettes sur immobilisations	13 805	12 513
Marchandises	0	0	0	0	Autres dettes (dont charges à payer)	35 578	43 750
Créances	166 117	0	166 117	144 794	Produits constatés d'avance	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	7 601	0	7 601	630	V. Dettes	192 294	151 074
Créances clients et comptes rattachés	0	0	0	9 394	VI. Ecart de conversion Passif	0	0
Créances reçues par legs ou donations	0	0	0	0	TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V+VI)	3 325 682	3 206 737
Autres créances (dont produits à recevoir)	138 453	0	138 453	134 770			
Charges constatées d'avance	20 063	0	20 063	0			
Valeurs mobilières de placement et FNS	1 236 759	0	1 236 759	927 577			
Disponibilités	187 605	0	187 605	307 611			
Charges constatées d'avance N-1	0	0	0	23 324			
II. Actif circulant	1 590 481	0	1 590 481	1 403 306			
III. Ecart de conversion Actif	0	0	0	0			
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III)	3 943 183	617 502	3 325 681	3 206 738			



Compte de résultat

Fédération de la Loire-Atlantique - FED IQ 044 0 00000 000067

Exercice : 2025

En Euros	Année 2025	Année 2024
I- PRODUITS D'ACTIVITE		
Cotisations		
Vente de biens et services	88 488	94 600
<i>dont ventes de dons en nature</i>	0	0
<i>dont parrainages</i>	0	0
Produits de tiers financeurs	1 609 317	1 421 567
Concours publics et subventions d'exploitation	154 364	162 089
Ressources liées à la générosité du public	494 368	474 315
<i>Dons manuels</i>	461 698	458 863
<i>Mécénats</i>	32 670	15 453
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	0	0
<i>Autres produits liés à la GP</i>	0	0
Contributions financières	960 586	785 162
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	0	706
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	5 050	0
Autres produits	285 976	424 562
<i>Participations des destinataires de la solidarité</i>	28 052	34 355
<i>Produits d'initiatives</i>	245 879	279 822
<i>Autres</i>	12 045	110 385
Utilisations des fonds dédiés	52 750	11 178
I - Produits d'activité	2 041 581	1 952 612
II- CHARGES D'ACTIVITE		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Achats de marchandises, matériels et fournitures	358 276	377 561
Variations de stock	0	0
Autres achats	21 864	22 827
Services extérieurs	233 080	211 848
Autres services extérieurs	182 415	105 152
Aides financières et quotes-parts de générosité du public reversées	472 882	567 141
Impôts, taxes et versements assimilés	15 128	14 475
Salaires	308 311	262 189

Edité le : 27/05/2026

1



Compte de résultat

Cotisations sociales	114 422	93 619
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :	120 435	106 171
- sur immobilisations	120 435	106 171
- sur immobilisations destinées à être cédées	0	0
- sur actif circulant	0	0
- pour risques et charges	0	0
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	0	0
Autres charges	119 167	59 524
Reports en fonds dédiés	118 175	45 523
II - Charges d'activité	2 064 156	1 866 031
Résultat d'activité	- 22 575	86 581
III- PRODUITS FINANCIERS		
Revenus des placements, intérêts et produits assimilés	44 183	28 756
Reprises sur dépréciations et provisions	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
III - Produits financiers	44 183	28 756
IV- CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
IV - Charges financières	0	0
Résultat Financier	44 183	28 756
V- PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels	0	0
		9 309
		0
V - Produits exceptionnels	0	9 309
VI- CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles	0	0
		0
		0
VI - Charges exceptionnelles	0	0
Résultat Exceptionnel	0	9 309
VII - Ecart de combinaison	0	0
VII - Ecart de combinaison	0	0

Résultat Combinaison	0	0
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+5)	2 085 764	1 990 676
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	2 064 156	1 866 031
EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)	21 608	124 645
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	1 626 440	1 181 594
Prestations en nature	34 708	32 850
Dons en nature	1 219 399	849 402
Total	2 880 547	2 063 845
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	1 626 440	1 181 594
Prestations en nature	34 708	32 850
Secours en nature	1 219 399	849 402
Total	2 880 547	2 063 845



ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Montants exprimés en euros

Exercice clos au 31 décembre 2025



I. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

OBJET SOCIAL DE L'ENTITE ET PERIMETRE DES MISSIONS SOCIALES

Jour après jour, ici comme ailleurs, le Secours populaire, association reconnue d'utilité publique, agit pour un monde plus juste et plus solidaire, en permettant à chacun de s'émanciper et trouver sa place de citoyen, là où il vit, travaille ou étudie. Issu du peuple, animé par lui, mobilisé pour lui, le Secours populaire promeut une relation d'égal à égal véritablement unique et un accueil inconditionnel. Présent partout, au bout de la rue comme au bout du monde avec son réseau de partenaires, il valorise systématiquement l'initiative comme mode d'action. Il peut ainsi agir tout de suite pour soulager ceux qui souffrent : actions d'urgence pour pallier les problèmes immédiats, actions dans la durée, parce que l'homme doit être pris en compte dans toutes ses dimensions.

Bénévoles comme partenaires, entreprises et donateurs, adultes comme enfants dès le plus jeune âge... tout le monde est invité à passer à l'action et chacun apprend à s'émanciper, à tourner la page, à vivre la solidarité jour après jour.

Ancré sur la vision d'un monde plus solidaire, le Secours populaire s'abstient de tout clivage : il rassemble au contraire et crée du lien autour des valeurs partagées. Son engagement est un combat. Un mode d'action. Il est sur le pont. Là où ça bouge. Là où ça compte. Il a, tout naturellement, un rôle de vigie vis-à-vis des pouvoirs publics.

MOYENS MIS EN ŒUVRE

Le Secours populaire est une association de terrain, indépendante et décentralisée.

En France comme dans le monde entier, il agit là où vivent, travaillent ou étudient les acteurs locaux, animés par ses valeurs. Construite au fil du temps, son organisation a été conçue pour laisser s'exprimer toute la diversité des réalités locales :

- À l'étranger, l'action est menée par son réseau d'organisations partenaires indépendantes, attachées à permettre à chacun de trouver sa place de citoyen et de s'émanciper.
- En France, l'indépendance de l'association est tout aussi grande quel que soit l'échelon considéré. Les comités, fédérations disposent ainsi d'une totale autonomie d'action et de gestion dans le respect des règles et orientations communes. Ils constituent d'ailleurs des entités juridiques.

La fédération de LOIRE-ATLANTIQUE

La fédération constitue l'échelon départemental. Comme son nom l'indique, elle fédère les comités du Secours populaire actifs sur son territoire comme tous les collecteurs-animateurs bénévoles du département, qu'ils aient constitué ou non un comité local. Elle cherche aussi à en créer d'autres et anime l'ensemble des antennes. Elle coordonne et développe les actions du Secours populaire sur le département. Elle est dirigée par le comité départemental, élu tous les deux ans lors du congrès départemental.

**Les antennes : 5 en 2025**

L'antenne est un relais du mouvement animé à l'échelle d'un quartier, d'un village, d'un lieu de travail ou d'études, d'une association sportive ou culturelle, par un petit groupe d'animateurs-collecteurs bénévoles. Elle n'est pas une entité juridique et dépend, suivant les cas, d'un comité ou d'une fédération. Son rôle est d'organiser la collecte des ressources financières et matérielles et de participer ainsi concrètement à la mise en œuvre d'actions de solidarité en France, en Europe et dans le monde.

Les comités : 20 en 2025

Actif à l'échelle d'une ville, d'un canton ou encore d'une entreprise ou d'un établissement, le comité ; association déclarée en préfecture, est le fondement de la vie démocratique du Secours populaire. Il rassemble les animateurs-collecteurs bénévoles, organise la collecte des ressources financières et matérielles et met en œuvre tous ses projets dans le respect des orientations communes, sur son territoire comme au-delà, en lien avec d'autres comités ou fédérations.

Les donateurs financiers : 2 377 en 2025

Les donateurs au Secours populaire sont des acteurs à part entière de l'association. Détenteurs d'une carte de donateur renouvelée tous les ans, quelle que soit la nature ou le montant de leurs dons, ils ont une voix consultative lors des Assemblées générales des comités et congrès des fédérations et sont invités à toutes les grandes initiatives et temps forts du mouvement.

Les moyens humains bénévoles, pivots du mouvement : 1 601

Attachés à développer la solidarité ici comme ailleurs, 92 000 « animateurs-collecteurs-bénévoles » sont présents dans toute la France métropolitaine, en Outre-mer, en Europe et dans le monde. Ils constituent le « cœur du cœur » du mouvement. Leur implication en son sein fait d'eux, tout à la fois, des bénévoles, des animateurs et des collecteurs.

- Bénévoles, parce qu'ils ont librement choisi d'offrir une part de leur temps libre.
- Animateurs, parce que ce sont eux qui agissent pour aider et accompagner les personnes, organisent des événements pour faire grandir la solidarité, reçoivent des enfants en vacances, gèrent l'association, recrutent et forment d'autres bénévoles...
- Collecteurs, parce qu'ils sollicitent et obtiennent des dons de toutes natures, ou mobilisent pour que d'autres les collectent...

Les moyens humains salariés : 9 en 2024 (dont 1 salarié en alternance)

Ils participent à développer les actions du Secours populaire français qu'il s'agisse de missions d'animation directement liées à nos missions sociales ou de support dans les domaines administratifs et de gestion.



II. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

L'année 2025 a été impactée par :

- ➔ Les 80 ans du Secours populaire avec des propositions vacances nouvelles et des sorties spéciales financées par le reversement de legs du secours populaire national, ainsi qu'un congrès anniversaire (spectacle,...)
- ➔ Le reversement d'une enveloppe nationale Mieux Manger pour tous destinée aux achats de produits frais sous label de qualité, enveloppe qui sera renouvelée en 2026.



III. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRESENTATION DES COMPTES

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- ♦ Le bilan,
- ♦ Le compte de résultat,
- ♦ L'annexe des comptes.

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et notamment les règlements ANC 2018-06, ANC 2014-03 et n°99-01.

Le SPF dispose, pour la production de ses comptes annuels, de son propre plan comptable et de règles de gestion validées par son conseil d'administration applicable à l'ensemble de l'Union ; en respect des réglementations en vigueur.

DUREE DE L'EXERCICE ET DATE DE CLOTURE

La fédération produit ses comptes annuels sur un exercice de 12 mois courant du 1er janvier au 31 décembre.

CHANGEMENTS COMPTABLES

Changement de méthode lié à l'application de la nouvelle réglementation comptable.

À compter du 1er janvier 2025, l'application pour la première fois du règlement ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC 2014-03 entraîne des changements de comptabilisation et de présentation. Les principaux changements opérés sont les suivants :



CHANGEMENTS DE COMPTABILISATION :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- En termes de résultat exceptionnel :
 - Les opérations de cessions/sorties d'immobilisations figurent en 2025 dans le résultat d'exploitation (ou dans le résultat financier s'il s'agit d'immobilisations financières) ;
 - Les quotes-parts de subventions d'investissement virées au compte de résultat figurent en 2025 dans le résultat d'exploitation ;
 - Le périmètre du résultat exceptionnel est réduit aux événements majeurs et significatifs (les autres événements étant désormais traduits dans le résultat d'exploitation).
- Suppression des transferts de charges dans le résultat d'exploitation et le résultat financier :
 - Les refacturations diverses figurent désormais dans les rubriques de produits par nature, les remboursements de frais auprès du SPF National (ou autres structures SPF) passent désormais par des comptes de débours, au même titre que la charge.
 - Les remboursements reçus des organismes sociaux en cas d'arrêt maladie, de congés de parentalité ou d'accident du travail figurent en compensation de charges de personnel.
 - Les indemnités d'assurance sont comptabilisées et présentées en autres produits d'exploitation.

CHANGEMENT DE PRESENTATION :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- Présentation du compte de résultat :
 - Le résultat exceptionnel est synthétisé sur 2 lignes « charges et produits exceptionnels » dans le compte de résultat ;
 - Les transferts de charges N-1 ont été regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « reprise sur amortissements, dépréciations et provisions »



IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Les immobilisations incorporelles, corporelles et financière sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Durées de vie usuelles des immobilisations incorporelles :

La durée d'amortissement s'évalue au cas par cas.

Durées de vie usuelles des immobilisations corporelles (hors composants des immeubles) :

Libellé	Durée d'amortissement
Installation générale, agencements...	De 10 à 20 ans
Matériel de transport	De 4 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de bureau	De 5 à 10 ans
Mobilier	De 5 à 10 ans
Installations techniques	De 5 à 10 ans

Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Le plan d'amortissement peut être modifié en cours de vie de l'immobilisation en cas de dépréciation ou en cas de modification significative de l'utilisation du bien.

Les durées d'amortissement des composants des immeubles sont les suivantes :

Composant	Durée d'amortissement
Structure de l'immeuble	50 ans
Électricité	25 ans
Plomberie	25 ans
Ascenseur	15 ans
Menuiseries extérieures	25 ans
Menuiseries intérieures	25 ans
Chauffage collectif/individuel	25 ans
Étanchéité (enduit)	20 ans
Ravalement et amélioration	20 ans



Dépréciation des immobilisations :

Une dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles est comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Une dépréciation des immobilisations financières est constatée lorsque la valeur présente un risque de non recouvrement.

METHODES D'EVALUATION ET DE DEPRECIATION DES STOCKS ET DES CREANCES

Les stocks doivent être comptabilisés à leur valeur d'achat figurant sur la facture.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation du stock est éventuellement constatée.

Les créances sont valorisées à leur valeur historique. Au cas par cas, elles donnent lieu à la constitution d'une provision si leur recouvrement apparaît compromis.

La fédération inscrit dans son compte de résultat les produits non reçus au 31 décembre mais imputables à l'exercice et dont le montant est certain.

En contrepartie, ces produits donnent lieu à l'enregistrement de créances à l'actif du bilan.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Elles s'enregistrent au regard du montant inscrit sur la notification ou convention de subvention.

Quelle que soit la nature du bien financé par des subventions d'investissements, la quote-part de la subvention est reprise au compte de résultat.

« Les dotations aux amortissements » de la subvention s'effectuent de manière globale (50 ans pour un bâtiment).

Les nouvelles règles de gestion concernant les amortissements de celles-ci sont les suivantes :

- ✓ Si la ou les subventions d'investissement représentent plus de 50% du bien financé, application de l'amortissement par la méthode des composants
- ✓ Si la ou les subventions sont comprises entre 10% et 50% du montant de l'investissement, amortissement sur 25 ans
- ✓ Si la ou les subventions représentent moins de 10% de l'investissement, amortissement sur 10 ans.

Les règles ci-dessus s'appliquent également au mécénat et contributions financières pour investissement.



FONDS REPORTES SUR LEGS ET DONATIONS

La gestion des legs est dévolue à l'Association Nationale par la charte de gestion. De ce fait, les seuls produits issus des libéralités sont reversés aux structures décentralisées sur présentation et validation d'un projet d'utilisation (CA du 19/12/2020).

La fédération (ou comité) n'est donc pas concernée par cette rubrique.

FONDS DEDIES : OPERATIONS PARTIELLEMENT EXECUTEES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les fonds dédiés qui ne sont pas entièrement utilisés au cours de l'année N dans le cadre des opérations pour lesquelles ils ont été collectés, sont inscrits en charges sous la rubrique « report en fonds dédiés » afin de constater l'engagement pris par la Fédération de poursuivre les réalisations des dits projets avec comme contrepartie du passif du bilan la rubrique « fonds dédiés ».

De même, les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits du compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation des fonds dédiés ».

La réforme comptable a précisé la nature des financeurs dont les produits réceptionnés par le Secours populaire Français pouvaient faire l'objet de report en fonds dédiés dont la liste est la suivante :

- ✓ Les autorités administratives ou établissements public dont les fonds perçus sont enregistrés en « subventions »
- ✓ Les dons des particuliers
- ✓ Les dons des entreprises ou « mécénat »
- ✓ Les dons reçus des autres organismes de droit privé (fondations et associations) ou « contributions Financières des fondations et associations »

Les fonds pouvant être reportés ne doivent pas se confondre avec l'objet social de l'association.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques est constituée pour couvrir des risques que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE (I.D.R.)

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite mentionné dans l'annexe ne fait pas l'objet d'enregistrement comptable.



COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du Public, figure dans l'annexe des comptes annuels. Il est établi conformément au Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Le taux maximal de prélèvement sur les ressources pour financer l'organisation est de 8%.

Pour 2025, conformément à la décision des instances départementales, les taux de prélèvement appliqués sont les suivants :

Dons de particuliers 8%

Mécénat 8%

Legs, donations et assurances-vies 8%

Subventions 8%

Contributions financières des fondations et associations 8%

Autres ressources 8%

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Néant



IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2025, la Secrétaire générale et la Trésorière départementale.

Le montant cumulé des rémunérations perçues en 2025 par les élus au comité départemental disposant par ailleurs d'un contrat de travail et salariés à ce titre s'élève à 0 € (pas d' élu salarié).

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires d'audit inscrits en charges de l'exercice 2025 s'élèvent à 5 460 €.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

4.3.1 Engagement pris en matière de retraite

Méthode retenue :

- ♦ Indemnité prévue par le code du travail
- ♦ Age de départ à la retraite : 64 ans
- ♦ Taux d'actualisation : 3,96
- ♦ Taux d'évolution des salaires : 1 %
- ♦ Taux de rotation moyen sur 3 ans

Le montant total des IDR est de 606,61 €.



V. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

ACTIF

Actif- Mouvements des immobilisations

En Euros	Valeur brute au 01/01/2025	Acquisitions et créations en 2025	Diminutions par cessions ou mises hors service en 2025	Valeur brute au 31/12/2025
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles				
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles (I)	0	0	0	0
Immobilisations corporelles (II)				
Terrains	0	0	0	0
Agencements et aménagements de terrain	0	0	0	0
Constructions	1 991 289	0	0	1 991 289
Installations techniques, matériel et outillage industriel	74 725	1 038	2 713	73 050
Autres immobilisations corporelles:	247 143	51 438	28 740	269 841
<i>Installations générales, agencements divers</i>	10 378	3 636	0	14 014
<i>Matériel de transport</i>	158 323	47 107	28 740	176 690
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	45 337	696	0	46 033
<i>Mobilier</i>	33 105	0	0	33 105
Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours	0	0	0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0
Immobilisations corporelles (II)	2 313 156	52 476	31 453	2 334 180
Immobilisations financières (III)				
Participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	915	0	0	915
Prêts	0	0	0	0
Autres	17 725	420	537	17 608
Immobilisations financières (III)	18 640	420	537	18 523
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	2 331 796	52 896	31 990	2 352 702



Actif - Mouvements des amortissements

En euros	Durée d'utilisation	Mode d'amt.	Montant en début d'exercice 2025	Augmentations: dotations de l'exercice 2025	Diminutions: reprises de l'exercice 2025	Montant en fin d'exercice 2025
Frais d'établissement	5 ans	linéaire	0	0	0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0	0	0
Donations temporaires d'usufruit	5 ans	linéaire	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	5 ans	linéaire	0	0	0	0
Amortissements des immobilisations incorporelles (I)	0	0	0	0	0	0
Agencements et aménagements de terrain	10 à 20 ans	linéaire	0	0	0	0
Constructions	15 à 50 ans	linéaire	287 436	74 334	0	361 769
Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 à 10 ans	linéaire	59 688	5 003	2 557	62 134
Autres immobilisations corporelles:		linéaire	181 241	41 098	28 740	193 599
Installations générales, agencements divers	5 à 10 ans	linéaire	7 699	1 493	0	9 192
Matériel de transport	4 à 5 ans	linéaire	107 648	29 515	28 740	108 423
Matériel de bureau et informatique	3 ans	linéaire	37 462	5 914	0	43 376
Mobiliier	5 à 10 ans	linéaire	28 432	4 177	0	32 608
Amortissements des immobilisations corporelles (II)	0	0	528 364	120 435	31 297	617 502
TOTAL GENERAL (I+II+III)	0	0	528 364	120 435	31 297	617 502

Actif- Stocks

En euros	Stocks au 01/01/2025	Reprise de stocks au 31/12/2025	Nouveaux stocks au 31/12/2025	Stocks au 31/12/2025
Stocks des autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks des marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00

Actif – Créances au 31/12/2025

En euros	Année 2025
ACTIF IMMOBILISE	
Avances et acomptes sur immobilisations en cours	0
Participations	0
Autres titres immobilisés	18 523
Prêts	0
ACTIF CIRCULANT	
Avances et acomptes versés sur commandes	0
Créances clients et comptes rattachés	7 601
Autres créances	138 453
Créances reçues par legs ou donations	0,00
Charges constatées d'avance	20 063
TOTAL	184 640



Actif – Produits à recevoir

En Euros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Avances et acomptes versés sur commande	0
Créances clients et comptes rattachés / Factures à établir	0
Autres créances:	698
Personnel	0
Sécurité sociale et organismes sociaux	698
Etat et autres collectivités publiques	0
Autres	0
Produits à recevoir	6 171
TOTAL	6 868

Actif – Détail des charges constatées d'avance

En Euros	Année 2025
Exploitation courante	20 063
Données financières	0
Données exceptionnelles	0
TOTAL	20 063

Actif – Mouvements de trésorerie

En Euros	Montant en début d'exercice	Montant en fin d'exercice
Valeurs mobilières de placement	927 577	1 236 759
Placements divers	78 973	45 419
OPCVM	0	0
Fonds National de Solidarité	848 604	1 191 340
Comptes courants	300 438	179 889
Caisses	7 173	7 716
TOTAL	1 235 187	1 424 365

5.1.1 Immobilisations inaliénables

Une immobilisation inaliénable est un actif possédé par le SPF qui ne peut faire l'objet d'un transfert (ni cession, ni vente), autrement dit que le SPF est obligé de conserver (un contrat ou convention écrite doit être formalisé).

NEANT.

5.1.2 Donations temporaires d'usufruit

NEANT.



PASSIF

5.1.3 Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	
Fonds propres sans droit de reprise	183 936	0		0		-3 500		180 436
Fonds propres avec droit de reprise	0	0		0		0		0
Ecart de réévaluation	0			0		0		0
Réserves	1 375 128	124 645		0		0		1 499 773
Report à Nouveau	1 017 699	0		3 500		0		1 021 199
Excédent ou déficit de l'exercice	124 645	-124 645		21 608		0		21 608
Situation nette	2 701 408	0		25 108		0		2 723 016
Dotations consommables								
Subvention d'investissement	271 602			0		-9 309		262 294
Provisions réglementées								
TOTAL	2 973 010	0		25 108		-12 809		2 985 310

Les données relatives aux colonnes « dont générosité du public » ne peuvent pas être renseignées de manière précise, la répartition n'a donc pas été réalisée.

Passif – variation des provisions

En Euros	Montant en début d'exercice au 01/01/2025	Augmentations: dotations de l'exercice 2025	Diminutions: reprises de l'exercice 2025	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Provisions pour risques	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00



Passif – Etat des dettes au 31/12/2025

En Euros	Montants au 31/12/2025
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit:	0
<i>Emprunts</i>	0
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	0
<i>Dettes financières</i>	0
Emprunts auprès des structures SPF	0
Avances et acomptes reçus sur commandes	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	84 436
Dettes fiscales et sociales:	58 474
Dettes sur immobilisations	13 805
Autres dettes	35 578
Produits constatés d'avance	0
TOTAL	192 294

Passif – Emprunts et dettes financières

En Euros	Capital restant dû au 01/01/2025	Remboursement au cours de l'année	Nouvel emprunt au cours de l'année	Capital restant dû au 31/12/2025
Emprunts auprès des établissements de crédit:	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Emprunts</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts auprès de structures SPF	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00

En Euros	Capital restant dû au 01/01/2025	Capital restant dû au 31/12/2025
Compte courant au passif	0,00	0,00
Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00

Passif – Détail des charges à payer

En Euros	Montants au 31/12/2025
Intérêts courus sur emprunts	0
Avances et acomptes reçus sur commande	0
Fournisseurs - Factures non parvenues	6 398
Dettes fiscales et sociales (dont congés à payer):	42 142
<i>Personnel</i>	31 686
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	10 456
Dettes sur immobilisations / Factures non parvenues	0
Charges à payer	330
Créditeurs divers	0
TOTAL	48 870



Passif – Détail des produits constatés d'avance

En €uros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2025
Exploitation courante	0
Données financières	0
Données exceptionnelles	0
TOTAL	0

5.1.4 Fonds dédiés et reportés

En €uros	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice
Variations des fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0	0	0
Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	62 418	35 723	28 883	69 258
Variations des fonds dédiés sur subventions d'exploitation	0	0	0	0
Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la Générosité du Public	20 235	82 452	23 867	78 820
TOTAL	82 653	118 175	52 750	148 078



VI. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

VENTILATION PAR NATURE DES PRODUITS D'ACTIVITES

Compte de résultat – Evolution des produits d'activités inscrits au compte de résultat

En Euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Vente de biens et services	88 488	94 600
Concours publics et subventions d'exploitations	154 364	162 089
Dons manuels	461 698	458 863
Mécénats	32 670	15 453
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Autres produits liés à la GP	0	0
Contributions financières	960 586	785 162
Reprises sur provision et transferts de charges	0	706
Utilisations des fonds dédiés	52 750	11 178
Participations des destinataires de la solidarité	28 052	34 355
Produits d'initiatives	245 879	279 822
Autres produits	12 045	110 385
TOTAL	2 036 531	1 952 612

Subventions de l'année 2025

En Euros	Montant
Subventions d'investissements nouvelles au bilan	0
Subventions internationales	0
Subventions de l'Etat (Sub.ministérielle uniquement)	0
Subventions régionales	0
Subventions départementales	70 000
Subventions communales	71 055
Subventions des autres états publics et adm. sécurité sociale (dont CAF-ANCV)	0
Subventions Publiques Diverses	0
Subventions emplois aidés	4 000
Subventions perçues auprès d'une autre structure SPF	0
Quote-part de subventions virée au résultat	9 309
TOTAL	154 364

EFFECTIF

Le nombre de salariés au 31 décembre 2025 est de 8.

**RESULTAT EXCEPTIONNEL**

Le résultat exceptionnel des comptes 2025 - solde des produits exceptionnels (sous classe distincte des produits) et des charges exceptionnelles (classe distincte des charges) est principalement issu :

♦ Du cumul des catégories suivantes de produits =	0 €
Autres produits de gestion sur exercices antérieurs	0.00 %
qui représentent à elles trois, 100 % des produits exceptionnels	
♦ Du cumul des catégories suivantes de charges =	0,00 €
Autres charges de gestion concernant des exercices antérieurs	0,00 %
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	0 %
qui représentent à elles trois, 100 % des charges exceptionnelles	



VII. AUTRES INFORMATIONS

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- Dons en nature neuf : alimentation, vêtements, marchandise, produits d'hygiène, jouets....
- Prestations en nature : places spectacles, affichage publicitaire, activités sportives....
- Mise à disposition de locaux, personnel, véhicules.
- Bénévolat.

Dons en nature et prestations gratuites :

- La collecte de marchandises et de services auprès des personnes morales (entreprise, fondations, associations, collectivités, institutions, État etc.), fait généralement l'objet de documents écrits stipulant notamment la nature des biens ou services, leur quantité et leur prix. Ces informations sont reprises dans les contributions volontaires en nature.
- Les dons en nature :
Compte-tenu de l'impressionnante collecte de biens et articles collectés par les bénévoles du SPF leur valorisation est essentielle autant que délicate.
Le SPF fait figurer ces informations à deux endroits distincts dans ses comptes annuels :
*Au pied du compte de résultat et du compte d'emploi des ressources quand il s'agit de biens neufs faisant l'objet de justificatifs fournis par des personnes morales. Ces biens seront alors valorisés en euros.

Bénévolat :

L'implication des bénévoles est évaluée à partir du nombre d'heures de bénévolat et valorisée au regard des missions accomplies durant ces heures.

Le temps passé par les bénévoles est recensé au moyen des heures déclarées. Les heures sont valorisées selon un taux horaire moyen de 26,73 € pour 2025.

Les mises à disposition :

Elles concernent des biens mobiliers, immobiliers et la mise à disposition de compétences. Elles sont inscrites dans les contributions volontaires en nature pour le montant de la convention de mise à disposition ou de tout autre justificatif probant.

Les heures consacrées à la tenue des instances statutaires :

Elles ne sont pas valorisées dans les comptes annuels. Etant donné leur importance fondamentale dans la vie et le développement de l'association, elles sont évaluées chaque année dans l'annexe des comptes. Pour 2025, le volume horaire a été évalué à 2 402 heures.



VIII. COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) ET COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (CER)

Méthode de présentation :

Le SPF présente son Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et son Compte d'Emplois de Ressources (CER) pour l'exercice 2025 conformément à la publication du Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le CROD présente le compte de résultat en liste avec un comparatif N / N-1.

Cet état fait également apparaître les produits liés à la générosité du public et leurs emplois en fonction de la destination des dépenses.



A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations	0	0	0	0
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	461 698	461 698	458 863	458 863
- Legs, donations et assurances-vie	0	0	0	0
- Mécénat	32 670	32 670	15 453	15 453
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	304 785	304 785	110 251	110 251
2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations statutaires	258 216		241 140	
2.2 Parrainage des entreprises	0		0	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	409 263		544 022	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	412 019		438 372	
3-SUBVENTIONS	154 364		171 398	
4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0		0	
5-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	52 750	23 867	11 178	179
TOTAL	2 085 764	823 019	1 990 676	584 745
CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	1 046 617	658 628	833 359	524 354
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	276 370	52 008	394 386	21 405
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	3 090	1 004	1 560	467
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	89 000	28 927	72 100,00	18 973
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	18 406	0	18 522	0
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	152 595	0	170 210	0
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	359 902	0	330 371	0
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	0,00	0
5-IMPOT SUR LES BENEFICES				
6-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	118 175	82 452	45 523	19 546
TOTAL	2 064 156	823 019	1 866 031	584 745
EXCEDENT OU DEFICIT	21 608	0	124 645	0



B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
- Bénévolat	1 626 440	1 181 593,59	1 181 594	1 181 594
- Prestations en nature	1 090	4 380,00	4 380	4 380
- Dons en nature	628 865	415 521,90	415 522	415 522
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	2 500		2 788	
3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
- Prestations en nature	33 618		28 470	
- Dons en nature	588 034		431 091	
TOTAL	2 880 547	1 601 495,49	2 063 845	1 601 495
CHARGES PAR DESTINATION				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
- Réalisées en France	2 159 685	1 735 351	1 527 146	1 215 339
- Réalisées à l'étranger	106 557	77 020	66 693	47 986
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	197 865	143 018	170 882	122 950
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	416 440	301 006	299 124	215 221
TOTAL	2 880 547	2 256 395	2 063 845	1 601 495

7.1.1 Les produits par origine

7.1.1.1. Affectation des ressources au financement des emplois

L'affectation des ressources au financement des emplois est organisée de la manière suivante pour les ressources affectées :

- Les ressources affectées par les financeurs publics sont affectées conformément aux conventions signées,
- Les ressources issues de la générosité publique affectées par le donateur (particulier, testateur, mécène) sont affectées conformément aux souhaits de celui-ci,
- Les autres produits affectés sont affectés en fonction de l'accord conventionnel existant.



L'affectation au financement des emplois des ressources issues de la générosité publique non affectées est établie en fonction d'un ordre de priorité concourant à financer les emplois non couverts par les affectations précédentes. Ainsi, les fonds collectés auprès du public et non affectés financent en priorité :

- Les missions sociales,
- Les frais de recherche de fonds,
- Les frais de fonctionnement.

Ci-dessous, quelques précisions sur la composition des produits inscrits dans le CROD du SPF :

7.1.1.2. Les produits liés à la générosité du public

Le Conseil d'Administration de l'Association Nationale a défini la générosité publique : « *Les ressources financières issues de la générosité publique se composent :*

- *Des dons manuels des personnes physiques, qu'ils soient affectés ou non affectés (liés à des campagnes ou hors campagne),*
- *Des legs, donations et assurances vie, qu'ils soient affectés ou non affectés,*
- *Des dons financiers des entreprises (mécénat) qu'il soit affecté ou non affecté,*
- *Des produits financiers issus des placements de ces ressources. »*

De plus, le règlement prévoit que la rubrique « autres produits liés à la générosité du public » comprend les quotes-parts de générosité du public reçues, les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public.

7.1.1.3. **Les produits non liés à la générosité du public** se composent principalement à ce jour des contributions financières comprenant les dons financiers des fondations et associations, de la cotisation statutaire versée par chaque département à l'Association Nationale conformément aux statuts ou aux reversements intra-structures SPF, des ventes de marchandises et de prestations de services, des produits financiers, des plus ou moins-values de cession d'actifs, des participations des destinataires de la solidarité, des produits d'initiatives etc.

7.1.1.4. **Les subventions et concours publics** comprennent les subventions d'exploitation ainsi que les quotes-parts de subventions d'investissement réintégrées au cours de l'exercice au compte de résultat.

7.1.1.5. **Les reprises sur provisions et dépréciations** regroupent toutes les reprises de provisions conformément au compte de résultat.

7.1.1.6. **Les utilisations de fonds dédiés antérieurs** correspondent aux utilisations des fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit de la reprise des sommes reçues pour les activités de solidarité et



non encore dépensées au 31/12/2025. Pour le détail des sommes utilisées en 2025, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

7.1.2. Les charges par destination

7.1.2.1. Les missions sociales au SPF

La définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale :

« Conformément aux statuts :

« Faisant leur la formule « tout ce qui est humain est nôtre », les adhérents aux présents statuts se regroupent dans un but unique : pratiquer la solidarité. »

Les articles 1/ b et c des statuts de l'Association nationale, des fédérations, des comités locaux et conseils de région du Secours populaire français définissent les missions sociales du Secours populaire français, qu'elles soient réalisées directement ou avec des partenaires en France ou à l'étranger :

« Ils se proposent de soutenir dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, au plan matériel, sanitaire, médical, moral et juridique, les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement et des conflits armés.

Ils rassemblent en leur sein des personnes de bonne volonté, enfants, jeunes et adultes, de toutes conditions, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, en veillant à développer avec elles la solidarité et toutes qualités humaines qui y sont liées.

Ils développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales.

Les missions sociales se déclinent de la manière suivante :

- Activités de solidarité liées aux urgences en France et dans le monde ;
- Activités de solidarité en France et dans le monde notamment dans les domaines suivants : alimentaire, logement, vestimentaire, santé, hygiène, accès à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances, accompagnement scolaire, Pères Noël Verts, Journée des Oubliés des Vacances...
- Le développement des structures et de l'audience du SPF
- L'animation du réseau : soutien aux réseaux partenaires, accompagnement et soutien au réseau décentralisé SPF, gestion des donateurs et collecteurs, accueil et mise en mouvement des bénévoles et formation... »

Définition et répartition des coûts directs et indirects

La définition et répartition des coûts directs et indirects du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale:

« Affectation des charges du compte de résultat aux rubriques du CROD et du CER :



- ♦ Coûts des missions sociales :
 - Coûts directs : Coûts des dépenses directes de la mission sociale ;
 - Coûts indirects : Coûts qui n'existeraient pas si la mission sociale disparaissait.
- ♦ Coûts de structure et de fonctionnement : principes des clés de répartition. »

La fédération s'est prononcée sur la nature des clefs de répartition qu'elle utilisera pour la répartition des coûts de structure et de fonctionnement. Cette répartition est entérinée par la voie de ses instances.

7.1.2.2. Frais de recherche de fonds

Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ conception, réalisation et envoi de publipostages,
- ♦ recherche et gestion des legs,
- ♦ frais de traitement des dons et des reçus fiscaux,
- ♦ campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de mécénat, partenariats d'entreprises.

Frais de recherche d'autres ressources

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ organisation d'initiatives, braderies,
- ♦ initiatives liées à la campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de fonds auprès de fondations et associations,
- ♦ frais de recherche de subventions publiques.

7.1.2.3. Frais de fonctionnement

Cette rubrique regroupe les dépenses de :

- ♦ Locaux,
- ♦ administration générale,
- ♦ communication.

7.1.2.4. Les dotations aux provisions et dépréciations regroupent toutes les dotations aux provisions et dépréciations conformément au compte de résultat.



7.1.2.5. Les reports en fonds dédiés de l'exercice correspondent aux reports en fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit du report des fonds dédiés par des tiers financeurs collectés sur 2025 et non utilisés sur l'exercice pour les activités de solidarité. Pour le détail des sommes reçues en 2025 et non encore dépensées au 31/12/2025, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.



COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC (CER)

CER					
EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-MISSIONS SOCIALES			1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	658 628	524 354	1.2 Dons, legs et mécénat		
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	52 008	21 405	- Dons manuels	461 698	458 863
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	1 004	467	- Mécénat	32 670	15 453
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	28 927	18 973	1.3 Autres produits liés à la générosité du public	304 785	110 251
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	0	0			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0			
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	0	0			
TOTAL DES EMPLOIS	740 567	565 199	TOTAL DES RESSOURCES	799 152	584 566
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0
5-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	82 452	19 546	3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	23 867	179
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0
TOTAL	823 019	584 745	TOTAL	823 019	584 745
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	0	0
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	0	0
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024		EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
- Réalisées en France	1 735 351	1 215 339	- Bénévolat	1 626 440	1 181 594
- Réalisées à l'étranger	77 020	47 986	- Prestations en nature	1 090	4 380
			- Dons en nature	628 865	415 522
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	143 018	122 950			
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	301 006	215 221			
TOTAL	2 256 395	1 601 495	TOTAL	2 256 395	1 601 495

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	20 235	868
(-) Utilisation	23 867	179
(+) Report	82 452	19 546
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	78 820	20 235

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) présente uniquement les ressources collectées auprès du public ainsi que leurs emplois avec un comparatif N / N-1

Ces données proviennent directement du CROD, ce sont les colonnes « dont générosité du public » du CROD.

Au pied du CER il est indiqué un solde de fonds liés à la générosité du public non utilisé de l'année précédente (« report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (hors fonds dédiés) en début d'exercice »).

Ce montant est utilisé pour calculer un nouveau solde en fin d'exercice en y ajoutant l'excédent de l'année et la variation d'investissements et désinvestissement de l'année (0 € pour la fédération).

Le solde de ressources liées à la générosité du public au 31/12/2025 de la fédération s'élève ainsi à 0€, il viendra concourir à la poursuite des actions de solidarité sur les années futures.